

Ministère à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes
(MCFDF)



ÉVALUATION
DES BESOINS
POST CYCLONE

MATHIEU

SECTEUR TRANSVERSAL GENRE

Novembre 2016

AVERTISSEMENT

L'évaluation des besoins du secteur transversale genre a été préparée par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) et ses partenaires. Le rapport final du secteur a été approuvé par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) et est publié en ligne tel quel, dans sa version non-éditée. Toute divergence avec le rapport global (PDNA) est involontaire.

TABLES DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ	5
2	CONTEXTE	7
3	EFFETS DE L'OURAGAN	11
4	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELÈVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR	15
5	IMPACT HUMAIN ET SOCIAL DANS LE SECTEUR	19
6	PRIORITÉS DU SECTEUR	21
7	DÉFIS DANS LE SECTEUR	23
8	POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES MAJEURS	25
9	STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE / PLAN D'ACTION	27
10	MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DU SECTEUR	43



1

RÉSUMÉ

L'ouragan Matthew qui a dévasté le grand sud et une partie du Nord-Ouest du pays n'a épargné personne. Les femmes n'ont pas été à l'abri des vents violents de l'ouragan. Selon les données présentées dans le cadre des évaluations sectorielles et les estimations en fonction des pourcentages de femmes, 1,029,000 des personnes affectées par Matthew sont des femmes parmi lesquelles 686,000 avec un besoin d'assistance immédiate ; 304,347 ménages sont affectés, desquels 121,739 ménages dirigés par des cheffes de famille monoparentale ; 86,150 cheffes de famille monoparentale ont leurs logements sérieusement endommagés et/ou détruits (41,560 détruits et 44,590 endommagés). Il est opportun d'entraîner les femmes dans les métiers de la construction, qui sont les meilleures sources d'emplois dans ce contexte de réhabilitation d'infrastructures et de restauration de maisons.

À côté des séquelles physiques qu'il a laissées, l'ouragan Matthew a décapitalisé les petites commerçantes en privant de nombreuses autres femmes d'un emploi. Dans le secteur de la pêche marine par exemple qui emploie directement 54,000 familles sur les 1,500 km de côte, ainsi que 12,000 commerçantes. De plus, le secteur emploie indirectement 7000 « madan sara », acheteuses – vendeuses sur les plages, quelquefois aussi des transformateurs. Les femmes représentent respectivement 44 % de la main-d'œuvre familiale et 40 % des aides familiales, souvent mobilisées dans les grandes opérations (semis, récolte...) de la campagne agricole de référence.

L'ensemble des besoins au regard des dommages et pertes occasionnés par l'ouragan sur le secteur Genre s'élève à 77,394,004.00 USD dont 61,194,004.00 USD pour le court terme, 9,900,000.00 USD pour le moyen terme et 6,300,000.00 USD pour le long terme. À ce titre, des mesures spécifiques visant à remédier aux inégalités des sexes exacerbées par l'impact de l'ouragan devraient constituer un élément clé de toute stratégie de relèvement.

Les consultations auprès des populations victimes ont ressorti la nécessité, dans l'immédiat, de soutenir la stabilisation des moyens de subsistance pour les communautés vulnérables grâce à des interventions d'urgence qui permettent d'injecter rapidement de l'argent dans l'économie locale et de mobiliser des activités qui profitent à des communautés entières. Pour le court terme, des activités d'urgence sont nécessaires pour l'enlèvement des débris et la gestion des infrastructures ainsi que la réhabilitation essentielle des infrastructures communautaires.

Dans le contexte actuel, la lutte pour la recapitalisation des femmes demeure l'une des grandes priorités de la politique nationale Egalité Femmes Hommes (EFH), notamment au sein des ménages tant urbains que ruraux, frappés par la catastrophe et vivant encore dans les Départements touchés. Toutefois, l'analyse de genre montre que les femmes font face à une plus grande proportion de dommages que de pertes, ce qui indique leur manque d'accès et de contrôle sur les ressources et les actifs productifs.

En outre, la discrimination et la violence à l'égard des femmes, leurs salaires inférieurs, leur surreprésentation dans le secteur informel et leur fardeau de travail élevé (qui comprend les responsabilités domestiques, en plus des activités rémunératrices et de la participation aux initiatives communautaires) contribuent tous à des disparités dans les pertes calculées entre les femmes et les hommes.

Les actions doivent être accompagnées de mesures spécifiques transversales visant à aborder les vulnérabilités spécifiques auxquelles font face les femmes et les filles-mères. Tant au niveau national que dans les Collectivité territoriales, l'ensemble des préoccupations des populations fortement marquées par ce sinistre font l'objet d'une gestion de collecte de données désagrégées dans le sens de l'équilibre de rapports sociaux de sexe auprès des secteurs.

2

CONTEXTE

Les catastrophes impactent différemment les femmes et les filles par rapport aux hommes et aux garçons. Les femmes et les filles se retrouvent confrontées à des risques distincts. Elles ont des capacités et des ressources différentes sur lesquelles elles peuvent s'appuyer pour réagir et faire face. Les séquelles d'une catastrophe peuvent favoriser l'émergence de nouveaux rôles et rapports de genre plus progressifs. Il est donc essentiel que l'égalité entre les sexes soit intégrée à chaque étape de la PDNA afin de garantir que les interventions de rétablissement sont pertinentes, efficaces et durables tant pour les femmes que les hommes. L'intégration de l'égalité des sexes garantit que les efforts de rétablissement réduiront - plutôt que de renforcer - les inégalités et favoriser des changements positifs, en évitant les généralisations et les stéréotypes.

L'égalité des sexes a été identifiée comme un thème transversal important dans le PDNA, en tant que tel, une analyse sexo-spécifique intersectorielle s'est avérée nécessaire pour informer les évaluations sectorielles et les plans de rétablissement. Ce document vise à fournir les lignes directrices pour l'intégration des questions d'égalité des sexes dans tous les secteurs et entre les éléments du PDNA, y compris l'analyse d'impact et l'identification des stratégies de relèvement.

Selon les statistiques disponibles sur la population en 2014 les femmes représentent 47.9% de la population des zones les plus touchées.

Tableau 1. Population totale par sexe et population estimées en 2014 par départements

Département	Population totale	Population (%)		Rapport de masculinité sur 100
		Masculin	féminin	
Grande-Anse	461 172	52.2	47.8	109.0
Nippes	337 310	52.4	47.6	110.0
Nord-Ouest	717 707	49.6	50.4	98.0
Sud	763 176	51.7	48.3	107.0
Haïti	10 745 665	49.6	50.4	98.0

Les femmes migrent dans le Département de l'Ouest- car elles sont plus de 100,000 en plus des hommes au niveau des populations dudit Département - dans des emplois domestiques rémunérés, le petit commerce et le travail peu décent.

Les femmes, soit moins de 8% pour ces départements- qui ne se retrouvent ni dans l'agriculture (22% des Chefs d'Exploitations agricoles nationales sont des femmes) ni dans le secteur informel- occupent des emplois du secteur formel de la bureaucratie.

Tableau 2. - Enquête Emploi et Economie Informelle 2007-2008

Tableau 2. Proportion (%) de femmes dans le secteur institutionnel selon le milieu de résidence								
Milieu de résidence	Prive formel	Prive informel	Administration publique	Entreprise publique	Association et ONG	Ménage	Agriculture et pêche	Ensemble
Aire métropolitaine	34.8	52.1	31.4	23.6	12.8	82.5	25.8	50
Autre urbain	21.4	53.4	35.2	25.1	36.9	71.2	15.1	46.1
Rural	24.8	67.7	23.4	21.3	32.6	72.4	21.4	41.6
Ensemble	30.2	60.2	30.9	23	24.2	72.2	21	43.9

IHSI- Enquête Emploi et Economie Informelle 2007-2008

67.7% travaillent dans le secteur privé informel dominé par la commercialisation des produits de première nécessité au niveau des milieux ruraux desdits départements. Elles n'ont accès qu'à un crédit de décapitalisation- soit 72% l'an avec les Institutions de Microcrédit et 120% l'an, auprès des usuriers, notamment, là où l'épargne est inexistante ou faible pour 80% des ménages ruraux en-dessous du seuil de pauvreté. Ces ménages monoparentaux sont classés dans leur majorité dans ces catégories de moins d'un (1) \$ US par personne.

Selon l'EMMUS-V, 27% des femmes haïtiennes déclarent avoir vécu des violences physiques de la part de leur mari ou d'une autre personne depuis l'âge de 15 ans ; 28% des femmes de 15 à 49 ans ont subi de violences physiques depuis l'âge de 15 ans ; et 13% a été victime d'actes de violences sexuelles à n'importe quel moment de sa vie. En particulier dans la Grande Anse bien avant l'ouragan Matthew, 28, 9% des femmes a subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans tandis que dans Les Nippes le taux était de 27,4%. En plus, 13,8% des femmes dans la grande Anse et 10,8% des femmes dans les Nippes déclarent d'avoir subi des violences sexuelles.

Tableau 3. Indice synthétique de fécondité par département (Année 2012)

Region	ISF
Sud	4.0
Grande Anse	4.8
Nord'Ouest	3.4
Nippes	3.4
Ensemble du pays	3.5

EMMUS V - ISF : 3.5

L'Indice synthétique de fécondité exprime : « Le nombre moyen d'enfants qui seraient nés vivants d'une femme (ou d'un groupe de femmes) pendant sa vie féconde, si elle se conformait aux taux de fécondité par âge d'une année donnée ».

Près de **13,650 femmes enceintes** vont donner naissance au cours des 3 prochains mois dans des environnements privés des services de santé de la reproduction selon l'UNFPA. Il faut des actions qui prennent en compte la réhabilitation des services materno-infantiles et la mise en branle des programmes de relèvement pour permettre aux femmes de se reprendre.



3

EFFETS DE L'OURAGAN

L'évaluation des besoins après-catastrophe (Post-Disaster Needs Assessment - PDNA) aide les gouvernements à évaluer l'impact d'une catastrophe sur le pays et, sur la base de ces résultats, à élaborer une stratégie de rétablissement durable pour mobiliser des ressources financières et techniques. Un PDNA englobe les impacts physiques d'une catastrophe, la valeur économique des dommages et des pertes, les impacts subis directement par la population affectée, et les besoins et priorités de relèvement à court et à long terme.

Selon une formule bien connue, le risque dérive de la combinaison entre l'exposition aux aléas et la vulnérabilité du sujet et est réduit par sa capacité de faire face à la crise. Le facteur « genre » intervient dans cette formule car les comportements des hommes et des femmes dans la gestion des risques et des désastres sont fondés sur les rôles et les responsabilités socialement assignés. Ces derniers sont différents et se manifestent dans les attitudes, attributions et opportunités associées à chacun. Les chiffres ci-dessous démontrent très clairement ces différenciations.

- 2,4 millions de personnes sont affectées par l'ouragan, dont 1,4 million avec un besoin d'assistance immédiate ;
- 1,029,000 des personnes affectées par Matthew sont des femmes parmi lesquelles 686,000 avec un besoin d'assistance immédiate ;
- 304,347 ménages sont affectés, desquels 121,739 ménages dirigés par des cheffes de famille monoparentale ;
- 86,150 cheffes de famille monoparentale ont leurs logements sérieusement endommagés et/ou détruits (41,560 détruits et 44,590 endommagés).

Dans le domaine de l'agriculture : Les produits en stock pour les semailles deviennent en grande partie inutilisables. Il a été noté que lorsque les agricultrices subissent les éléments durs des catastrophes qui détruisent leurs semences et leur bétail, et/ou emportent leurs terres arables, elles perdent non seulement la sécurité alimentaire, mais aussi le pouvoir des ménages. Les femmes travaillent la terre dans la péninsule du sud et selon le ministère de l'agriculture, environ 22% de ceux qui travaillent la terre sont des femmes.

Dans le domaine du commerce : toute l'épargne des Petites et Moyennes Entreprises et aussi les fonds de commerce- en nature et en espèce- des "Madan Sara" sont fortement épuisés. L'impraticabilité des routes s'aggrave avec la permanence des pluies et rend les échanges difficiles. Les marchés d'écoulement régulier sont peu accessibles. Cet immobilisme accentue les faiblesses de revenus, surtout au sein des familles monoparentales, qui ont aussi à leur charge leurs parents.

Sur le plan de la gestion des désastres : il est rapporté des cas de Violence Basée sur le Genre en lien avec les déplacements lors d'évacuation.

Dans le domaine de la santé : Ces traumatismes entraînent des séquelles psychologiques sur les victimes au sein de populations se retrouvant en cas de protection.

Analyse des dommages -

1. Logement

L'ouragan Matthew a entraîné la calamité suivante pour les femmes et leurs enfants :

- 44,590 des maisons endommagées -soit 40% des 111,475 inscrits dans le PDNA-2016-logement- faisaient partie des biens des femmes cheffes de famille monoparentale.
- Il a été noté que « les espaces de vie endommagés pour les femmes sont des espaces de travail endommagés ».
- On évalue à plus de 288 millions de dollars américains les dommages physiques incluant le coût de remplacement des biens domestiques détruits et de rétablissement des services liés au logement lesquels sont estimés à environ 15% du coût des dommages physiques représentant la valeur des biens ci-dessus mentionnés
- Partout dans le monde, les femmes accordent beaucoup d'importance au logement, notamment à un habitat salubre. Les fonctions de sécurité et de bien-être de l'habitat doivent être adressées en toute priorité pour les femmes célibataires et mères- célibataires ; toutefois, la réparation de tous les immeubles affectés par Matthew apportera un peu de confort dans les familles (femmes et hommes).

2. Agriculture

- La pêche marine emploie directement 54 000 familles sur les 1 500 km de côte, ainsi que 12 000 commerçant-e-s. De plus, le secteur emploie indirectement 7 000 « madan sara », acheteuses – vendeuses sur les plages, quelque fois aussi des transformateur-e-s;
- Les femmes représentent respectivement 44 % de la main-d'œuvre familiale et 40 % des aides familiales, souvent mobilisées dans les grandes opérations (semis, récolte...) de la campagne agricole de référence.
- Le bétail est pris en charge à 78 % par les hommes et 22 % par les femmes . La part - revenant aux femmes¹ des dommages causés sur la production animale est estimée à : \$ 2, 083,708.00 US.

D'une manière générale, les femmes et les filles subissent de façon disproportionnée les effets négatifs du choc dans toutes les dimensions de leur vie (santé, protection, moyens de vie, droits), ce qui génère des impacts négatifs sur leur santé mentale et dans leurs relations au sein de leurs ménages et de leur communauté en entier. De plus, les produits en stock dans les ménages pour l'alimentation sont en grande partie avariés, augmentant les risques d'insécurité alimentaire surtout pour les femmes enceintes et allaitantes. Notons aussi que l'arrêt de fonctionnement des Écoles laisse plus de fatigue pour les femmes avec la présence des enfants à la maison.

1 Atlas agricole du recensement général de l'agriculture 2008 / 2009, MARNDR,

- Le nombre de parcelles exploitées par des chefs d'exploitation de sexe féminin s'élève à 407,000, soit 22 % du total des parcelles recensées² et ces dernières accumulent des dommages de l'ordre de : **15, 426,792.26 USD**.

3. Commerce

L'analyse de genre montre que les femmes font face à une plus grande proportion de dommages que de pertes, ce qui indique leur manque d'accès et de contrôle sur les ressources et les actifs productifs. En outre, la discrimination et la violence à l'égard des femmes, leurs salaires inférieurs, leur surreprésentation dans le secteur informel et leur fardeau de travail élevée (qui comprend les responsabilités domestiques, en plus des activités rémunératrices et de la participation aux initiatives communautaires) contribuent tous à des disparités dans les pertes calculées entre les femmes et les hommes. À ce titre, des mesures spécifiques visant à remédier aux inégalités des sexes exacerbées par l'impact de l'ouragan devraient constituer un élément clé de toute stratégie de relèvement.

Estimés à un montant en USD de l'ordre de **6, 264,000.00**. Cette estimation inclut à la fois les effets partiels, et d'autres, plus global, sur les populations des 2 sexes. 47% des femmes concernées sont cheffes de famille monoparentale.

En plus, des facteurs sociaux et culturels exposent beaucoup plus les femmes et augmentent leurs vulnérabilités déjà plurielles. La grande majorité d'entre elles vivaient déjà une situation de précarité car évoluant beaucoup plus dans des secteurs informels, invisibles ou faiblement rémunérés et sont particulièrement vulnérables aux dommages et aux pertes³. En ce sens, la base de leurs actifs est fortement diminuée par la destruction totale ou partielle de leurs maisons et la perte de leurs revenus à cause de l'éffritement de leurs moyens d'existence dans les secteurs productifs (l'agriculture de subsistance et le commerce). Le cyclone a eu aussi comme effet d'augmenter leurs charges dans l'espace privé. Le caractère aléatoire des points d'eau en raison des dommages leur impose -à elles et aux enfants- d'aller de plus en plus loin à la quête de la précieuse denrée souvent pour toute une demi-journée. Le soin des enfants (restés à la maison), des personnes âgées, des blessés renforce davantage leurs charges de travail.

Elles sont aussi sujettes à des risques sanitaires spécifiques associés à la grossesse et à la maternité, et sont plus vulnérables à des maladies infectieuses ou au VIH/sida. Cette situation d'extrême précarité les expose également au risque de violences liées aux genres (pédophilie, grossesse précoce, viol, prostitution, exploitations sexuelles, etc.).

Analyse des pertes –

1. Logement
 - 41,560 (40% de 103,900 des logements détruits)

Il s'agit d'un nombre important de femmes et de leurs enfants qui seront sans l'actif le plus fondamental et les avantages qui en découlent. En plus des avantages économiques découlant de la propriété, les avantages sociaux de la sécurité et de la vie privée, que ces logements auraient permis, ne seront pas accessibles à ce groupe important de femmes et de leurs enfants.

2. Agriculture

Les Exploitations agricoles ayant à leur tête des femmes soit de l'ordre de 27% subissent des pertes estimées à 3, 268,000.00 gourdes.

Il a été noté que lorsque les agricultrices subissent les éléments durs des catastrophes qui détruisent leurs semences et leur bétail, et/ou emportent leurs terres arables, elles perdent non seulement la sécurité alimentaire, mais aussi le pouvoir des ménages.

2 Recensement général de l'agriculture, Rapport, 2012, MARNDR.

3 Rapport sur les OMD

3. Commerce

Tableau 4. Pertes dans le secteur commerce

Départements	Nbre d'entreprises touchées	Nbre de femmes	Valeur total des dommages et pertes	Valeur des dommages et pertes chez les entreprises femmes touchées	Besoin total de financement	Besoin de financement des entreprises de femmes
Grand-anse	993	468	9 903 525 us \$	4 667 752 us \$	9 903 525 us \$	4 667 752 us \$
Sud	1079	507	10 759 788	5 055 804	10 759 788	5 055 804
Nippes	622	292	6 202 584	2 911 824	6 202 584	2 911 824
Sud-est	186	87	1 854 792	867 564	1 854 792	867 564
Les communes sélectionnées de l'ouest	316	148	3 151 152	1 475 855	3 151 152	1 475 855
Les communes sélectionnées du nord-ouest	204	96	2 034 288	957 312	2 034 288	957 312
Imprévus et services au MCI			10 171 839	4 780 764.33	10 171 839	4 780 764.33
	3400	1598	44,077, 968	20 716 644.33	44,077,968	20 716 644.33

Les pertes totales pour les femmes et les hommes sont estimées dans le secteur du commerce à 7, 170,000.00 gourdes, dont 47% sont attribuées à celle subie par les femmes.

4

PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELÈVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR

Objectifs généraux

- Atténuer les effets des faiblesses du revenu, en mettant l'accent en particulier sur les ménages et les familles dirigés par des femmes, pour empêcher la migration vers les centres urbains et l'engagement dans des mécanismes d'adaptation négatifs
- Lors de la promotion de l'égalité des sexes dans les activités de relèvement, il faut veiller à ce que cela améliore la situation des femmes et n'ajoute pas à leur fardeau de travail ;
- Améliorer et intégrer une perspective sexo spécifique et une participation égale des hommes et des femmes à la coordination de l'intervention humanitaire et de la reprise de la préparation aux catastrophes par le renforcement des capacités ;
- S'attaquer à la violence sexo spécifique après la catastrophe en fournissant une protection adéquate, des services sociaux et de santé et des mécanismes de justice, mais aussi en prenant des mesures de prévention pour remédier aux causes structurelles de la violence.
- Répondre aux besoins en matière de santé génésique des femmes et des adolescentes, notamment en reconnaissant la santé sexuelle des jeunes femmes célibataires et des adolescentes qui risquent d'être particulièrement exposées ;
- Promouvoir l'inclusion, l'autonomisation et le leadership des femmes autant que celles des hommes : L'inclusion effective des femmes dans les espaces de prise de décision – locaux et nationaux – est un pas essentiel pour un Etat et un système public plus équitables. Selon les statistiques publiés par le MCFDF, dans l'administration publique haïtienne il y a un 32,3% de femmes, dont 7% seulement occupent des fonctions de responsabilité. En plus d'augmenter la présence des femmes, il est nécessaire d'assurer l'intégration de genre dans toutes les actions de gouvernance comme la législation et les politiques publiques et cela spécialement à travers l'élaboration de budgets sensibles au genre

Pour le logement

- Engager les femmes et les organisations de femmes dans tous les réaménagements post-ouragan et la planification de la construction de logements ;
- Répondre aux besoins des femmes et des filles en matière de planification du logement et de développement communautaire, y compris la sécurité et l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les installations de cuisine, les installations éducatives et les ressources communautaires ;
- Poursuivre le financement et la programmation des sources d'énergie de remplacement, telles que l'énergie solaire, l'éolien et le propane, en veillant à la budgétisation, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation axées sur le genre;

Pour l'agriculture

- Promouvoir la copropriété ou le partage des biens de production remplacés et de bétail entre les conjoints ;
- Accroître les possibilités d'emploi et de travail des femmes dans le secteur agricole grâce à des possibilités de formation et à des programmes de crédit adaptés aux besoins des femmes et des services financiers afin de recommencer les activités liées aux moyens de subsistance basés sur l'agriculture ;
- Réviser les lois, règlements et / ou pratiques discriminatoires touchant l'accès des femmes aux services agricoles, aux crédits, aux programmes, etc.

Pour le commerce

- Promouvoir la copropriété ou le partage des ressources productives remplacées, qui élargissent les possibilités d'emploi et de travail des femmes grâce à des possibilités de formation professionnelle et promouvoir des programmes de crédit adaptés aux besoins des femmes et des services financiers pour recommencer les activités de subsistance ;
- Réviser les lois, réglementations et / ou pratiques discriminatoires touchant l'accès des femmes aux services d'emploi, de subsistance et de protection sociale, aux crédits, aux programmes, etc. ;
- Soutenir les femmes entrepreneures par l'organisation et la création d'associations favorisant la diffusion d'informations sensibles au genre sur les services disponibles.

Tableau 5 : Besoins de relèvement à partir d'actions spécifiques pour l'égalité des genres

En vue d'identifier l'ensemble des besoins des femmes en lien avec les effets et impacts post Matthew sur les situations et la condition des femmes dans les régions saccagées, l'analyse de genre se base sur 3 secteurs à savoir : logement, agriculture et commerce. Les données recueillies par ces secteurs ont servi de base de calcul

des indices d'estimation des coûts. Toutefois, les actions de plaidoyer pour les considérations de genre dans toutes les politiques publiques sont déterminantes. Les cas de protection sont l'objet d'actions spécifiques en synergie avec les acteurs des autres secteurs- clés impliqués dans ces Départements.

Besoins de relèvement pour les questions liées au Genre dans le PDNA en USD

Département	Besoins à court terme (0 à 6 mois)	Besoins à moyen terme (6 à 18 mois)	Besoins à long terme (18 mois à 3 ans)	Besoins totaux
Secteur Logement				
Programme d'appui à la réhabilitation et la reconstruction des maisons appartenues à des femmes cheffes de ménages monoparentaux				
Formation de 2000 femmes cheffes de ménages sur la construction de bâtiments plus sûrs (Build Back Better)				
Sud	1,400,000.00	-	-	1,400,000.00
Grand'Anse	900,000.00	-	-	900,000.00
Nippes	700,000.00	-	-	700,000.00
Nord'Ouest	1,200,000.00	-	-	1,200,000.00
Appui à l'intégration des femmes dans les travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)				
Sud	4,000,000.00	-	-	4,000,000.00
Grand'Anse	2,400,000.00	-	-	2,400,000.00
Nippes	1,800,000.00	-	-	1,800,000.00
Nord'Ouest	3,200,000.00	-	-	3,200,000.00
Contribution pour l'accès à des logements abordables, décentes et sécuritaires en faveur des femmes cheffes de ménages monoparentaux				
Sud	1,467,444.00			1,467,444.00
Grand'Anse	928,200.00			928,200.00
Nippes	792,560.00			792,560.00
Nord-Ouest	1,281,800.00			1,281,800.00
Total Logement	20,070,004.00	0.00	0.00	20,070,004.00
Nutrition				
Programme de réponse aux besoins nutritionnels des ménages monoparentaux pauvres dirigés par femmes cheffes, les femmes enceintes et celles qui allaitent				
Sud	5,282,784.00	-	-	5,282,784.00
Grand'Anse	3,341,520.00	-	-	3,341,520.00
Nippes	2,673,216.00	-	-	2,673,216.00
Nord'Ouest	4,614,480.00	-	-	4,614,480.00
Total Nutrition	15,912,000.00			15,912,000.00

Besoins de relèvement pour les questions liées au Genre dans le PDNA en USD				
Département	Besoins à court terme (0 à 6 mois)	Besoins à moyen terme (6 à 18 mois)	Besoins à long terme (18 mois à 3 ans)	Besoins totaux
Energie				
Programme de développement d'énergie alternative dans la cuisson et le renforcement de capacités des deux sexes dans leur utilisation				
Sud	-	1,000,000.00	-	1,000,000.00
Grand'Anse	-	900,000.00	-	900,000.00
Nippes	-	800,000.00	-	800,000.00
Nord'Ouest	-	900,000.00	-	900,000.00
Total	-	3,600,000.00	-	3,600,000.00
Plaidoyer et communication				
1. Renforcement des capacités des communautés pauvres ou reculées d'avoir accès à l'information dans les zones affectés (radios communautaires, mégaphones, lambi, porte-à-porte, etc.)				
2. Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les actions d'intervention (la participation, l'accès égalitaire des femmes et des hommes, la collecte d'information désagrégée par sexe, la prise en compte des organisations de femmes et féministes, etc.)				
Sud	1,500,000.00	750,000.00	750,000.00	3,000,000.00
Grand'Anse	1,500,000.00	750,000.00	750,000.00	3,000,000.00
Nippes	1,500,000.00	750,000.00	750,000.00	3,000,000.00
Nord'Ouest	1,500,000.00	750,000.00	750,000.00	3,000,000.00
Total	6,000,000.00	3,000,000.00	3,000,000.00	12,000,000.00
GBV				
Programme de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles				
Sud	900,000.00	900,000.00	900,000.00	2,700,000.00
Grand'Anse	800,000.00	800,000.00	800,000.00	2,400,000.00
Nippes	800,000.00	800,000.00	800,000.00	2,400,000.00
Nord'Ouest	800,000.00	800,000.00	800,000.00	2,400,000.00
Total Prévention et réponse VBG	3,300,000.00	3,300,000.00	3,300,000.00	9,900,000.00
Besoins totaux de relèvement				
Total relèvement	61,194,004.00	9,900,000.00	6,300,000.00	77,394,004.00

Ce tableau est le reflet de l'évaluation des pertes et dommages désagrégés hommes-femmes dont on tire l'estimation des valeurs pour des femmes cheffes de ménages monoparentaux, des agricultrices en difficulté de relance de leurs activités et d'autres femmes très démunies avec le passage de Matthew. Les femmes, hommes, filles et garçons ont des **besoins, intérêts, capacités différenciés**, et les **stratégies** qu'ils et elles utilisent pour faire face aux chocs sont différentes.

5

IMPACT HUMAIN ET SOCIAL DANS LE SECTEUR

Le MCFDF, en collaboration avec les Institutions militant pour l'EFH, œuvre dans tous les grands dossiers de l'Etat en vue de garantir l'accès équitables des deux sexes aux opportunités de tout type. Un ouragan de catégorie 4, avec des effets dévastateurs immenses, a laissé après son passage sur Haïti, un pays déjà délabré, des misères de tous ordres, notamment au sein des ménages tant urbains que ruraux dans les zones impactées (Grand Sud et certaines communes des autres départements). Même en synergie avec les autres structures locales, déjà affaiblies au niveau déconcentré, les Bureaux des Coordinations Départementales du MCFDF n'ont pas pu réagir pour fournir une réponse organisée et efficace aux différentes contraintes et difficultés engendrées depuis.

Les catastrophes affectent les femmes et les hommes, les filles et les garçons **de façon différente et souvent inégale**. La **discrimination sociale et culturelle** soutenue à l'égard des femmes et les normes fondées sur le genre ont rendu les femmes du Grand Sud particulièrement vulnérables suite aux effets et à l'impact de l'ouragan Matthew. Cela peut être dit en particulier pour l'impact humain et social de la catastrophe.

Les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles sont mis en évidence par un examen des domaines suivants :

Tableau 6. Types d'impact par domaine

Domaine	Type d'impact
Fardeau de travail	L'un des principaux impacts sur les femmes et les filles après la catastrophe est l'augmentation du fardeau du travail. En raison des rôles sexospécifiques socialement prescrits, les femmes doivent consacrer plus de temps aux activités reproductives et ménagères, qui sont devenues de plus en plus difficiles après l'ouragan. En même temps, elles doivent continuer à chercher du travail productif et sont également ciblées pour leur participation active aux initiatives de reconstruction communautaire.
Violence basée sur le genre	Des cas de violence basée sur le genre, y compris la violence sexuelle, physique et émotionnelle, ont été signalés à la suite de Matthew, contraignant les choix, les possibilités et la liberté de mouvement des femmes. La frustration des hommes, incapables de remplir leur rôle social sexospécifique de protecteur et de fournisseur de revenus, peut accroître la menace de violence contre les femmes, tout comme la dégradation des structures de protection dans les abris temporaires et les communautés.
Mécanismes d'adaptation négatifs, la traite des personnes et l'exploitation	Après le sinistre, le risque spécifique que les femmes et les filles se livrent de plus en plus à des mécanismes d'adaptation négatifs, comme le sexe transactionnel, afin de compléter les revenus perdus, augmente. En outre, le déplacement forcé de femmes, de filles et de garçons pour le travail, y compris le déplacement forcé de filles et de garçons par leurs parents, constitue également un risque très réel.
Détérioration de la santé génésique et sexuelle	Les femmes et les filles peuvent souffrir davantage des problèmes de santé post-catastrophe liés à leur accès limité aux ressources (telles que la nourriture et le revenu). Elles sont également confrontées à des problèmes spécifiques de santé reproductive et sexuelle. L'accès aux soins pré- et postnataux est rendu difficile et les mères allaitantes sont particulièrement sensibles à la malnutrition et à la déshydratation. Le manque d'accès à la contraception, y compris pour les adolescentes, peut aussi soulever des problèmes pour les futures naissances non planifiées, en particulier dans le contexte de l'augmentation des agressions sexuelles et du viol. La menace du virus Zika et ses implications pour les femmes enceintes et leurs fœtus ajoute un autre risque reproductif spécifique.
Impact psychosocial	Le statut socioéconomique relativement faible des femmes dans la société peut contribuer à une plus grande susceptibilité aux troubles émotionnels et psychosociaux. La santé émotionnelle est également liée à la santé physique, et les risques propres à la santé génésique des femmes peuvent contribuer à la détérioration de leur bien-être psychosocial. En outre, dans les cas où la violence basée sur le genre a eu lieu dans un contexte post-catastrophe, les survivantes ont des besoins psychosociaux très spécifiques et urgents.
Changements aux réseaux de soutien social	La capacité de rétablir les réseaux sociaux perturbés ou détruits peut être plus difficile pour les femmes et les filles, notamment en raison de leur mobilité réduite, de la menace croissante de violence et des conséquences du fardeau élevé du travail de reproduction, combiné aux activités génératrices de revenus et aux initiatives communautaires. Les changements dans les réseaux sociaux peuvent isoler les femmes et les filles en particulier, en les empêchant d'obtenir le soutien affectif dont ils pourraient avoir besoin.
Perturbation de l'éducation des filles	En raison des rôles sexospécifiques prescrits par la société, les filles peuvent être retirées de l'école pour i) prendre la place de leurs mères si celles-ci sont décédées ou ont émigré, ii) pour assumer des responsabilités domestiques si leurs mères doivent se rendre au travail ou participer à des activités de reconstruction, et iii) soutenir leurs mères si le fardeau du travail domestique devient trop lourd.

6

PRIORITÉS DU SECTEUR

Des actions de sensibilisation des acteurs de GRD sur le genre pour des RESULTATS (Femmes et Hommes) selon aussi l'esprit des résolutions de SENDAI relatives à la réduction des risques de désastres- pour les 4 prochaines années (une ville du Japon), les ODD (objectifs de développement durable), la Politique Égalité Femmes-Hommes et le Plan de Gestion des Risques et des Désastres révisé ;

- La promotion de **STRATEGIES- PAG** (prise en compte de l'analyse selon le genre) pour la transversalité du genre /préoccupations différenciées des femmes et des hommes dans les programmes et projets GRD (gestion risques et désastres); **VISIBILISER** la présence (femmes et hommes/ des deux) ; **VALORISER** les expériences des deux (femmes et hommes) ; **DESAGREGER** les données-infos (femmes et hommes) ; **Ressources Humaines adéquates** (femmes et hommes) ; **Respect des droits** (Femmes et hommes) ; **Promotion et Défense des Droits** (Femmes et Hommes) ;
- Rechercher les Besoins spécifiques (des femmes et des hommes) ; **Actions spécifiques** avec les femmes (Abris provisoires, Accueil) ; **Genderiser le processus décisionnel** (Plans, stratégies, mécanisme quelconque) ; Les opérations ; Les sensibilités de GED ;

Les **inégalités de genre** déjà existantes sont **exacerbées** par les désastres : exposition accrue aux violences basées sur le genre (violence physique, sexuelle, etc.); limitations dans l'accès à et contrôle des ressources (terre, argent, moyens de production, etc.); surcharge de responsabilités familiales; les actions de relèvement doivent refléter cette diversité.



Conjuguer les genres
pour lutter ensemble
contre les violences
faites aux femmes

 **MDG** **F**
FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD


Gouvernement de la
République d'Haïti

7

DÉFIS DANS LE SECTEUR

Dans le cadre de la mission de l'égalité femmes et hommes, le MCFDF fait face à un ensemble d'obstacles dont les plus graves demeurent :

- Les faibles moyens mis à la disposition du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des femmes pour la promotion de l'égalité des sexes au regard de l'enjeu que représente la question du genre.
- La non-disponibilité systématique des données statistiques désagrégées par sexe dans tous les secteurs d'activité. Les données existantes ne sont pas centralisées et sont peu connues par les autres structures étatiques ou non- gouvernementales. Ainsi que le faible niveau d'implication des acteurs sectoriels dans la dynamique de genre.



8

POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES MAJEURS

Le gouvernement haïtien reconnaît l'importance de la prise en compte du genre comme levier important du développement ; la Constitution nationale amendée reconnaît l'Égalité femmes et hommes et adopte même un principe de quota de 30% dans toutes les fonctions électives et nominatives. Dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, des activités ont été menées et des progrès enregistrés dans les domaines de l'éducation primaire pour tous et pour toutes (Objectif 2), l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Objectif 3) et (Objectif 5) la lutte contre la mortalité maternelle. Haïti a également ratifié les ODD qui voient le genre comme un axe prioritaire. L'Etat haïtien a présenté cette année, son analyse autour de l'état d'avancement du rapport CEDEF et reçut les recommandations en 2016. Le plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH) met l'accent sur la priorité à accorder aux questions de genre dans le processus de développement de manière transversale et spécifique. L'Etat haïtien a également adopté une politique d'égalité femmes et hommes 2014-2034 avec un plan d'action. Néanmoins, les défis à relever en matière d'égalité des sexes sont encore importants.

Au niveau sectoriel, un certain nombre de documents stratégiques ont été formulés et sont mis en œuvre. Malheureusement, ils n'adressent pas explicitement les besoins et la vulnérabilité des femmes. Ainsi il existe en matière d'environnement (plan d'action pour l'environnement 1999-2014) et de gestion des risques et désastres (plan national de gestion des risques et désastres mis en œuvre depuis 2001 et devrait incessamment être actualisé). Un Plan triennal de relance agricole (PTR) 2013-2016 - et ses sous-programmes d'appui à l'agriculture familiale (PAAF), de renforcement de l'agriculture à finalité commerciale (PRAC), de développement des infrastructures rurales et d'aménagement des bassins versants (DIRAB) et du renforcement institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole (PRIGSA) qui visent à améliorer la situation d'insécurité alimentaire et d'extrême pauvreté des agriculteur-e-s et des populations rurales- a été formulé. Néanmoins, sa formulation n'a pas fait participer explicitement les femmes rurales comme groupe dont les intérêts stratégiques devraient être pris en compte.

Les cinq axes programmatiques du MCFDF : Autonomisation et amélioration des situations des femmes, Promotion et défense des droits des femmes, Sensibilisation et Éducation des populations, Égalité de genre et renforcement de la capacité organisationnelle et institutionnelle du MCFDF.

Tableau 7. Axes programmatiques du MCFDF

Axe programmatique	Activités
Autonomisation des femmes	Un projet d'accompagnement des femmes et filles mères dans le secteur artisanal, limité à la commune de Jacmel pour un montant de cinq millions (5,000,000.00) de gourdes, code 1314-1-12-51-14
Autonomisation des femmes	Un projet d'accompagnement des femmes et filles mères dans la transformation d'arbre véritable en farine qui inclut la Grand'Anse pour un montant de cinq millions (5,000,000.00) de gourdes, code 1314-1-12-51-13
Autonomisation des femmes	Un projet d'insertion socioéconomique des femmes et filles- mères pour un montant de 17,602,214.20 gourdes. Ce dernier projet cible 600 femmes dont 500 marchandes assurant la commercialisation de produits agricoles dans les Départements Sud, Grand'Anse. Il est aussi prévu un accompagnement des femmes et filles- mères en micro et moyennes entreprises, dans la construction de dortoirs pour les marchandes et le renforcement et dynamisation des maisons de femmes
Promotion et défense des droits des femmes	<p>Un projet de contribution à l'hébergement des femmes victime de violence en termes de plan de construction, étude, aménagement du terrain, étude de sol sur un site situé dans la commune de Gressier pour l'implantation d'un centre d'accueil pour les femmes ; Démarrage de trois modules à savoir un dortoir pour mères et enfants, l'administration et un réfectoire (Département de l'Ouest, 23 millions de gourdes).</p> <p>Des projets du MARNDR structurant l'IDG dans leurs actions, à savoir, le P/RESEFAG financé par la Banque Mondiale ; le P/PPI-3 par le FIDA; des programmes spéciaux avec l'ANATRAF et le Département de la production animale de la FAMV. Et surtout cette intégration du genre dans le BCA (30% de son enveloppe pour Kredi Fanm) ainsi que des initiatives de BSG (budgétisation selon le genre) avec ce Ministère.</p>

9

STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE / PLAN D'ACTION

Dans toutes les actions des autres secteurs il faut prévoir des mesures pour atteindre les quotas si la participation est initialement insuffisante. Ces mesures peuvent varier selon le niveau et le secteur ; elles peuvent ranger des programmes de formation et leadership, à chercher des candidates dans des secteurs moins traditionnels.

Une présence renforcée de femmes contribue à ce qu'on appelle une « masse critique », c'est à dire un nombre ne suffisant de personnes dont l'effort conjoint provoque effectivement des transformations. Cela servirait aussi d'inspiration pour une majeure participation spontanée. L'exemple encourage la présence des femmes dans des postes décisionnels et visiblement peut inspirer les nouvelles générations à poursuivre des positions similaires (pour les filles) ou à stimuler et créer les conditions à fin que cela arrive (pour les garçons).

La présence des femmes dans les espaces décisionnels – surtout au niveau local – est aussi critique pour assurer une allocation plus équitable des ressources et des budgets, attentifs aux besoins des hommes et femmes, dans les communautés tant urbaines que rurales.

La participation doit être une réelle - non une présence stéréotypée (reproduisant la division traditionnelle du travail) et superficielle. Il faut faire des efforts pour assurer l'inclusion, mais aussi pour donner aux femmes participantes les moyens réels de travailler et d'influencer. On parle ici d'ouvrir à la participation les postes et positions importantes, dotés de ressources et prestige, de prendre si nécessaire les mesures affirmatives requises pour favoriser la présence systématique des femmes au même titre que les hommes dans ces postes. D'un autre côté, il faut renforcer les capacités des femmes et adresser les potentielles barrières à cette participation équitable (p.ex. les contraintes socioculturelles). Ce qui correspond à avancer les intérêts stratégiques, comme prévu par la deuxième approche présentée antérieurement.

Les vastes programmes de relèvement doivent obéir aux principes d'impartialité dans le choix et la dotation de ressources aux parties prenantes. Pour cela, il faut impliquer toutes les parties prenantes à toutes les phases de mise en œuvre des programmes identifiés. L'opérationnalisation de ces actions doit être très décentralisée, c'est-à-dire le plus proche des populations sinistrées- au niveau des Départements et Communes affectés par Matthew. Pour rappel, le monitoring des acteurs et actrices

engagés dans l'analyse comparative selon le sexe sera formalisé par des structures territorialement déconcentrées coordonnées par une table de concertation PDNA 2016- Genre, siégeant au besoin dans l'une des Communes de mise en œuvre. Il est également important de suivre les indicateurs à une périodicité bimensuelle à la phase de court terme. Dans les autres phases, on pourra réajuster le rythme des réunions. Tous les procès-verbaux doivent être signés par tous-tes les participant-e-s.

Tableau 8. Considérations intersectorielles

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
Genre	Tables Départementales PDNA-Genre	Le document d'observatoire du PDNA est rédigé	Mise en place d'un mécanisme de lutte contre les cas d'exploitations sexuelles et d'abus Renforcement, réhabilitation des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violences
		Le nombre de rapports et de suivi des actions des différents secteurs Le nombre de procès-verbaux et des recommandations retenues pour les réorientations et le suivi	Renforcement de la coordination des acteurs qui travaillent dans la prise en charge des cas de violences (santé, justice et psychologique) Sensibilisation des populations sur les droits des femmes et des filles, particulièrement avec des interventions ciblées dans les écoles avec les jeunes Incitations en lien à l'implication des hommes dans les dynamiques de lutte contre la violence Renforcement des capacités des Mairessees Mesures pour assurer le respect du quota

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
Emploi	Identification des femmes comme parties prenantes des programmes	Nombre de mécanismes créés et/ou renforcés pour l'orientation des filles et des femmes vers les métiers non-traditionnels (hommes)	
		Taux de femmes ayant intégré les professions et métiers porteurs de l'économie	
		Taux de femmes recrutées dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre par type de travaux	
	Mise en place de critères pour le choix des femmes et des outils de contrôle et de suivi rédigés sous une base différenciée selon les sexes	Nombre d'activités réalisées pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin	
		Nombre de femmes entrepreneures ayant bénéficié de l'appui à l'investissement	
		Nombre de marchandes ayant bénéficié de ce programme de transport	
	Mécanismes de financement approprié et durable mis en place	Nombre d'activités réalisées par les maisons de femmes	
Des mécanismes d'intégration des groupes vulnérables comme les handicapé-e-s dans les travaux à génération de revenus	Taux de femmes ayant intégré des postes de décisions dans les secteurs de l'emploi comme : HIMO, reconstruction		
	Nombre de personnes en situation de handicap ayant été recapitalisées dans le secteurs- formel et informel		
	Taux de personnes en situation de handicap, quand c'est possible, bénéficiant d'intégration aux programmes HIMO et de formation sur des opportunités d'entrepreneuriat		
	Volume de financement accordé aux cibles (femmes, hommes) dans le cadre du mécanisme de financement		

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
Éducation	Nécessité de travailler sur un programme de prise en compte de l'analyse de genre dans les programmes de manière continue	<p>Nombre d'actions de sensibilisation pour prévenir les cas de grossesses précoces</p> <p>Mécanisme mis en place pour éviter les sanctions contre les filles mères</p>	Réalisation d'actions d'information et de communication sur la violence faite aux femmes et les droits des femmes au profit du corps professoral
	Nécessité de faire une évaluation des actions GRD dans les écoles dans les zones affectées	Mesures mises en place pour éviter l'abandon scolaire des filles	Mise en place de mécanismes de plaintes pour les filles en réaction à l'harcèlement dans l'environnement scolaire
Santé		Nombre de mesures prises pour accompagner les femmes enceintes et celles qui allaitent	
	Disponibilité de services aux femmes victimes de violence comme le certificat médical	<p>Nombre de campagne menée pour détecter, diagnostiquer et traiter les cas d'infection vaginale</p> <p>Nombre de mesures prises pour prévenir les cas de grossesses précoces et pour informer sur les méthodes de planning familial</p>	
	Le problème de la réhabilitation des réseaux d'eau dans les zones reculées pour éviter des infections vaginales et les maladies diarrhéiques pour les populations, surtout les enfants	<p>Mise en place de programmes d'éducation familiale et de reproduction sexuelle, visant les jeunes hommes et femmes</p> <p>Nombre d'actions menées pour contrer la malnutrition des enfants et de réduction de la mortalité maternelle</p>	
		<p>Nombre de services liés à la maternité réhabilités</p> <p>Nombre de services de santé mis en place au niveau des zones reculées qui tiennent compte de réduction de la mortalité materno-infantile</p>	

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
Agriculture/ Sécurité alimentaire/ nutrition	<p>Relance de l'agriculture.</p> <p>Identification des femmes agricultrices dans le cadre des distributions de semences et les autres intrants</p> <p>Cash/Voucher transfert pour des actions de sécurité alimentaire.</p> <p>Un focus sur les familles monoparentales et les familles avec une femme cheffe de famille</p>	<p>Nombre de femmes et d'hommes ayant bénéficié des actions de relance d'activités économiques alternatives parallèlement aux actions de relèvement du secteur</p> <p>Nombre de femmes, cheffes de familles bénéficiant des programmes de nutrition pour leurs enfants</p>	<p>Soutien aux entreprises avec des femmes cheffes d'entreprises pour la transformation des fruits</p>

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
GRD	Nécessité de mise en place de plateformes d'organisations de femmes et d'hommes dans les processus de planification des projets et actions	<ul style="list-style-type: none"> - % d'organisations de femmes, membres des COUC, COUD et COUD - Nombre de structures de renforcement de capacités institutionnelles et individuelles ainsi que d'outils permettant d'intégrer le genre dans la réduction des risques de catastrophes produits - Nombre de mécanismes financiers de répartition des risques sensibles au genre, notamment les assurances risques et les réassurances. - Collecte et analyse de données ventilées selon le genre pour l'évaluation des niveaux de risques acceptables. -Intégration des impacts de risques envisagés selon la dimension de genre dans la cartographie des aléas. - Intégration des vulnérabilités et des capacités envisagées selon la dimension de genre dans la cartographie des aléas. - Consignation de tous les aléas considérés pertinents par les femmes. 	<p>Mise en place d'un système d'alerte précoce qui tient compte de la dimension genre</p> <p>Élaboration et mise en œuvre de programmes de formation et d'éducation sensibles au genre à l'intention des volontaires et de la communauté.</p>
Logement	Le plan d'action (PAL)	PAL suivi et soutenu	

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
WASH	<p>Identification dans les communautés avec les femmes des zones de mise en place de points d'eau et de réhabilitation stratégique de certains points d'eau ou système d'adduction d'eau potable</p> <p>Identifications communes des zones à réhabiliter ou de futures zones de construction pour la mise en place de système d'adduction d'eau potable et de distribution de l'eau</p> <p>Voir quelle stratégie d'emploi dans le secteur WASH par rapport à la réhabilitation des systèmes d'eau et la construction aussi</p>	<p>% de points d'eau construits dans des agglomérations où les populations parcourent des kilomètres pour l'approvisionnement en eau</p>	
Commerce	<p>Initier des actions solides vers une autre approche de travail avec le secteur informel en identifiant les vrais besoins des femmes et des hommes pour la relance de leur business</p>	<p>% de femmes, cheffes d'entreprises recapitalisées</p> <p>% de femmes entrepreneures dans le secteur informel intégrées dans des programmes de formation formelle d'entrepreneuriat</p>	

Secteur	Points de rencontre	Indicateurs	Actions proposées par secteur
Infrastructures	Formation de femmes pour leur habilitation à l'évaluation de bâtiments et aux métiers de la construction Leur participation dans les HIMO	% de femmes et d'hommes employés-es dans des activités de déblayage et de reconstruction de routes	

Tableau 9. Analyse- Genre des intentions d'actions des Secteurs du PDNA-2016

Domaine/Secteur	Participation des femmes	Contribution des femmes	Retombées pour les 2 sexes	Remarques en lien avec des facteurs de développement
Infrastructures (logement) Ecoles et/ou Abris provisoires, Centres de Santé, logements des pauvres	Professions libérales (Ingénieures, Architectes), Main-d'œuvre peu qualifiée	Emplois d'urgences en micro et PME ; Crédit FAES ; Réhabilitation et reconstruction ; Restructuration de quartiers ; Relocalisation sur des parcelles viabilisées ;	Formation en métiers de la construction ; Bonnes techniques para cycloniques/ sismiques ; Financement pour l'amélioration de l'habitat rural et le logement ;	Secteur social : MTPTC, UCLBP, EPPLS, FAES =- Les pauvres n'ont pas de ressources pour des logements décents ; 976 Ecoles endommagées et 139 détruites ; 500 structures sanitaires affectées/85 sévèrement et 10 détruites ; des latrines détruites ;
Réseaux routiers Réseaux électriques Forage /Captage Canaux d'irrigation	Ingénieures, Topographes, Restaurateur-trice-s, Main-d'œuvre peu qualifiée, Comités d'entretien	Emplois d'urgences en micro et PME ; Réhabilitation et reconstruction ;	HIMO de mitigation ; Outils et techniques adéquats ; Services de base ;	MTPTC, MARNDR et Firmes contractuelles ; =- Des mesures pour pérenniser les investissements ;
Ports/ Aéroports Télécommunications	Comités d'entretien, de vigilance	Emplois d'urgences en micro et PME ;	Services de base	MTPTC
Eau/ Assainissement Environnements urbains	Comités d'entretien, de vigilance, Main-d'œuvre peu qualifiée,	Promotion de l'approche communautaire ; Gestion des Ressources hydriques ;	Services de base/Blocs sanitaires/ Fontaines collectives ; HIMO de mitigation	DINEPA, SMCRS, MTPTC, MICT =- 49,000 victimes du réseau d'assainissement ;

Domaine/Secteur	Participation des femmes	Contribution des femmes	Retombées pour les 2 sexes	Remarques en lien avec des facteurs de développement
Santé/ Éducation / Communication	Planning Familial, Prévention IST/ MST, maladies vectorielles, Encadrement de la Petite enfance, Vulgarisation du Cabotage,	Promotion de l'approche communautaire dans la mitigation de divers risques y inclus les domaines publics de l'État;	Carte de soins sanitaires, Services d'urgence, Paquets essentiels (PES) de Maternité sans risque, Constructions résilientes	Min. de la Communication, MSPP, MENFP, et autres acteurs non-étatiques ; - = La cherté des services sociaux ; 70% d'Écoles privées ; 219,145 élèves affecté-e-s en plus des 400,000 Enfants exclu-e-s du système scolaire ; perte de matériels scolaires et mobiliers ; 25% de matériels médicaux endommagés ;
Commerce / Agriculture Environnement	Production agricole sur le marché de la commercialisation, Comités d'entretien, de vigilance dans les grands marchés, Contrôle du charbon de bois,	Emplois d'urgences en micro et PME ; Crédit FAES ; PPI-3, RESEPAG (2 mégaprojets du MARNDR, HIMO pépinières,	Des agroforesteries harmonieuses,	MCI, MARNDR, Min. de l'Environnement, les grands bailleurs bilatéraux ; - = 40% femmes des Enquêté-e-s du MCI ; le grand Sud représente 23% de la production du maïs ;
Emplois et moyens de subsistance/ Protection et VBG/ Lignes de base (IHSI, CNIIGS, RGA/ MARNDR, les Secteurs et une enquête socioéconomique)	Plus de 50% d'emplois agricoles ; Prise en charge et accompagnement des cas de VBG/ VBG ; tous les travaux de restauration, réhabilitation et reconstruction ;	Emplois d'urgences, Opportunités multiples, Cash Transfer, Structuration et consolidation des IMF pour la revitalisation des entreprises, 12, 733,788 femmes et hommes-jours (millions) des secteurs non-agricoles ;	Restitution d'emplois, Réinsertion familiale, Sécurité alimentaire (haricot, patate, maïs), Exportations et marchés locaux (cacao, café, igname, fruits, poisson, bétail) ;	MAST, MCFDF, MICT, - = les Enfants déjà engagé-e-s sur le marché du travail/55% travaillent pour leur compte entre 15 et 19 ans ; pénurie de Md'O. qualifiée ; 47% du travail /emplois et revenus perdus ; 800,000 personnes handicapées en Haïti.

Les considérations suivantes pour l'intégration de l'égalité des sexes doivent être appliquées à toutes les actions des secteurs impliqués dans PDNA :

Les actions sectorielles devraient :

- Tenir compte des dimensions sexo-spécifiques de l'impact et des effets des catastrophes.

Les plans de relance sectoriels devraient :

- Refléter explicitement les besoins sectoriels liés au genre identifiés par l'analyse sexo-spécifique de l'impact des catastrophes ;
- Inclure des résultats, des extraits et des indicateurs tenant compte des sexo-spécificités.

Les interventions du Cadre de relance et du Plan de suivi devraient :

- Réfléchir à des actions ciblées par sexe répondant aux besoins et aux problèmes particuliers auxquels sont confrontées les femmes et les hommes ;
- Préciser les bénéficiaires et les participants selon le sexe et l'âge ;
- Examiner, lors de la conception des interventions, les conséquences et les remèdes potentiels pour la participation égale des femmes et des hommes aux interventions (par exemple, contraintes sur le temps, la mobilité et la sécurité des femmes qui entravent leur participation) ;
- Inclure des activités axées sur le renforcement des capacités et des systèmes des ministères de tutelle et des institutions pour recueillir des données ventilées par sexe et par âge et intégrer l'égalité des sexes dans les stratégies, les plans de préparation et les services.

Les considérations « Building Back Better (BBB) » devraient :

- Examiner comment le remplacement et la compensation des pertes d'actifs et de dommages peuvent réduire les inégalités de genre existantes et rendre le secteur plus inclusif.

Le plan de relance budgétisé comprend :

- Des allocations pour la mise en œuvre d'actions ciblées pour les femmes et les filles ;
- Une analyse de l'allocation des ressources en vue d'assurer une distribution égale des avantages entre les hommes et les femmes.

Listes de contrôle spécifiques aux secteurs

Les listes de contrôle suivantes fournissent des considérations d'égalité entre les sexes qui doivent être prises en compte au cours des actions et reflétées dans les stratégies de relèvement sectorielles proposées.

Liste de contrôle pour la participation : Questions	Oui	Non
Les [programme/Instrument/etc.] prévoient-ils un quota d'au moins 30% des femmes dans toutes ses instances de coordination ou prise de décision ?		
Les [Programme/Instrument/etc.] prévoient-ils des mesures pour encourager les femmes autant que les hommes à participer ?		
Les [Programme/Instrument/etc.] prévoient-ils des mesures pour faciliter la participation des femmes avec responsabilités familiales ?		
Les [Programme/Instrument/etc.] réservent-ils des ressources financières pour faciliter cette participation ?		

Tableau: Plan d'action de Relèvement

Besoins de relèvement (court, moyen et long terme)	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Initiatives existantes	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat	Date de terminaison
	-Appui pour l'intégration des femmes dans les travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)					-Nombre de femmes engagées dans des activités de reconstruction et de planification de la construction de logement		
Programme d'appui à la réhabilitation et/ou la reconstruction des maisons appartenues à des femmes cheffes de ménages monoparentaux	-Contribution pour l'accès à des logements abordables, décents et sécuritaires en faveur des femmes cheffes de ménages monoparentaux -Formation de 2000 femmes cheffes de ménages sur la construction de bâtiments plus sûrs (Build Back Better)	20,070,004.00	Département/ Village	MCFDF, MTPTC, UCPS, FAES, MAST, secteurs privé et société civile		-Nombre de femmes ayant reçu une formation en constructions plus sûres -Nombre de femmes ayant reçu l'éligibilité pour un logement salubre	50% des femmes cheffes de ménages monoparentaux	6 mois après le démarrage

Besoins de relèvement (court, moyen et long terme)	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/ village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Initiatives existantes	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat	Date de terminaison
	Intervention de réhabilitation immédiate et structurelle							
	Plaidoyer pour la prise en compte des contraintes socio-culturelles dans les interventions liées à la mise en œuvre du plan de relèvement decoulant du PDNA et à la vulgarisation des actions y relatives)	15, 912,000.00		MSP, MARNDR, MCFDF, MEF / OXFAM, PAM, FAO, UNICEF	-Un projet d'accompagnement des femmes et filles mères dans la transformation d'arbre véritable en farine qui inclut la Grand' Anse pour un montant de cinq millions (5, 000,000.00) de gourdes, code 1314-1-12-51-13	-Nombre de femmes cheffes de ménages monoparentaux ayant reçu une assistance nutritionnelle	-100% de femmes cheffes de ménages monoparentaux ont reçu une assistance nutritionnelle	-6 mois après le démaillage
Programme de réponse aux besoins nutritionnels des ménages monoparentaux d'extrêmes pauvres dirigés par femmes	Accompagnement des femmes et filles mères dans la transformation d'arbre véritable en farine et autres produit							
	Assistance nutritionnelle aux ménages monoparentaux d'extrêmes pauvres dirigés par femmes							

Besoins de relèvement (court, moyen et long terme)	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Initiatives existantes	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat	Date de terminaison
Programme de développement de l'utilisation de l'énergie solaire et renforcement de capacité en faveur des femmes		3,600,000.00				-Nombre de femmes ayant reçu une formation à l'utilisation de l'énergie solaire et le renforcement de leur capacité en confection de réchauds à énergie solaire et utilisant régulièrement l'énergie solaire -Pourcentage de femmes parmi les cibles dudit programme n'utilisant pas le charbon de bois dans la cuisson	50% de femmes reçoivent une formation à l'utilisation de l'énergie solaire et renforcent leur capacité en confection de réchauds à énergie solaire et utilisent régulièrement l'énergie solaire	-18 mois après le démarrage

Besoins de relèvement (court, moyen et long terme)	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/ village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Initiatives existantes	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat	Date de terminaison
	-Organisation d'ateliers de formation pour les journalistes et les formateur-e-s et production de matériels pédagogiques ;					-la couverture et l'écoute radiophoniques sur les questions liées au genre ont augmenté de 25% l'an	-100% de femmes et de filles écoutent des émissions en rapport avec les questions liées au genre et pour la promotion des droits des femmes dans le relèvement	
Programme de plaidoyer radios rurales pour augmenter l'accès des femmes à l'information	-Partenariat national et régional -Appui aux organisations nationales ou locales et aux réseaux régionaux de radios rurales et communautaires	6, 000,000.00				-les radios deviennent une référence en matière d'informations sur les questions liées au genre et pour les femmes		3 ans après le démarrage

Besoins de relèvement (court, moyen et long terme)	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Initiatives existantes	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat	Date de terminaison
Programme de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles		9,900,000.00			Un projet de contribution à l'hébergement des femmes victime de violence en termes de plan de construction, étude, aménagement du terrain, étude de sol sur un site situé dans la commune de Gressier pour l'implantation d'un centre d'accueil pour les femmes ; Démarrage de trois modules à savoir un dortoir pour mères et enfants, l'administration et un réfectoire (Département de l'Ouest, 23 millions de gourdes).	Les femmes victimes de VGB reçoivent counseling et support adéquats	50% des femmes victimes de VGB reçoivent counseling et supports adéquats	3 ans après le démarrage



10

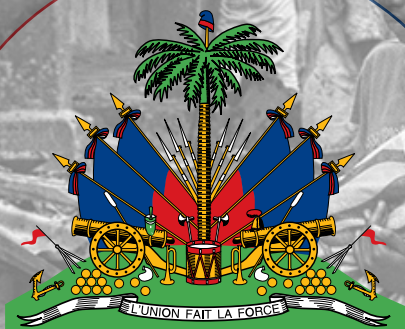
MÉTHODOLOGIE POUR L'ÉVALUATION DU SECTEUR

Le rapport PDNA du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) est basé sur l'évaluation rapide du DALA conduite avec les partenaires (BID et BM) et sur l'évaluation des autres secteurs tels les secteurs productifs et infrastructures qui visaient à évaluer rapidement les dommages et pertes subis par le secteur commercial, industriel et infrastructurel dans les zones affectées. Des données collectées par deux agences du SNU (ONU Femmes et UNFPA) ainsi que les ajustements des données par des Cadres de la Coopération Suisse, OCHA et OXFAM-America ont été également mis à contribution.

De même, des échanges avec tous les secteurs : Agriculture, les secteurs sociaux tels que santé, logements, eau et assainissement ainsi qu'avec les secteurs transversaux (emplois, moyens de subsistance, gouvernance, GRD)- pour les considérations de genre dans toutes les étapes du PDNA et de leurs politiques publiques de relèvement ont alimenté la réflexion sur la mise en cohérence dans ces groupes.

Il faut constater qu'aux niveaux national, départemental et communal, les informations disponibles ne permettent pas suffisamment de déterminer les conséquences au niveau sexo-spécifique. Des Focus Groups doivent être envisagés tout le long de la mise en œuvre pour des analyses de situation récentes sur certaines assertions, puisque les femmes, les filles et les garçons ont 14 fois plus de risque de mourir que les hommes dans les désastres (PNUD, 2010).

Acteurs	Actions stratégiques
Égalité des genres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un mécanisme d'identification des femmes comme parties prenantes des programmes de relèvement pour ce secteur
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de critères pour le choix des femmes et des outils de contrôle et de suivi rédigé sur une base différenciée selon les sexes
Santé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mécanismes de financements appropriés et durables
Agriculture/Sécurité alimentaire/nutrition	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de mécanismes d'intégration des groupes vulnérables comme les handicapées dans les travaux à génération de revenus
GRD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des femmes agricultrices dans le cadre des distributions de semences
Logement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cash/Voucher transfert pour des actions de sécurité alimentaire
WASH	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un focus/emphase sur les familles monoparentales et les familles avec une femme cheffe de famille
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de plateformes d'organisations de femmes et d'hommes dans les processus de planification des projets et actions -secteur informel- en identifiant les vrais besoins des femmes et des hommes pour la relance de leur business
Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il convient de noter que les INSTITUTIONS SUIVANTES : MCFDF, MPCE, ONUFEMMES, UNFPA, COOPERATION SUISSE, UNICEF et OCHA ont largement contribué à l'élaboration du PDNA- genre.



**Ministère à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes
(MCFDF)**